

La "BBC-Carrefour" muselée refuse de mourir

Pendant près de vingt jours déjà qui compteront dans son histoire, la ville de Bukavu dans ses trois zones continue d'être assiégée par les éléments de nos forces armées pour des raisons de sécurité (pour certains) et d'intimidation, selon certaines langues. Du moins dans trois quartiers principaux : "BBC-Carrefour" et Cimpunda (Kadutu), "Tam-tam du triple" (Bagira) et "Tripoli-Essence" (Mondanda, trois grandes poches des "BBC"). En effet, c'est depuis le 19 juillet 1993 que tableaux d'affichages, affiches de Tshisekedi et Monsengwo et autres placards ont été saccagés ou transportés par des gendarmes avant d'investir ce rond-point "Carrefour" à quelques pas du commissariat de la bouillante zone urbaine de Kadutu.

Déjà l'autre semaine, à Cimpunda, les "BBC" ont acquis au changement et les militaires se sont farouchement affrontés en paroles avant de se menacer par des coups de poings et de poignards. Bilan un blessé, M. Mando et quelques coups de feu. Une délégation de l'USOR conduite auprès du gouverneur de la région du Sud-Kivu par MM. Mamanuka Ferdinand et Mwindulwa, respectivement présidents provinciaux du PDSC et de l'ANADER, a été reçue le 2 août 1993. A l'autorité régionale, la délégation a dénoncé la militarisation de certains coins de la ville et cherché à boucher ensemble la fissure de la haine déjà élargie entre militaires, notamment dans la dangereuse zone de Kadutu. Où, selon Mwindulwa, "la loi du plus fort risque de violer le droit, surtout le droit à la sécurité ou à la diffusion de l'information captée de radios

étrangères". Le retrait de ces hommes en uniformes interviendra prochainement et à certaines conditions (lesquelles ?), se sont convenus les deux groupes d'interlocuteurs.

Tout le monde l'espère mais personne n'en est sûr, a d'ailleurs indiqué un jeune de la BBC qui, depuis le 19 juillet, passe ses nuits dans un pays voisin et ses journées à Bukavu par peur, dit-il, d'un éventuel kidnapping. Pour le colonel Opango, commandant de la 10ème circo, il est question plutôt de maintenir la sécurité des personnes et la paix, de mettre fin aux cycles de violence, pas plus. Autrement dit, la peur de la mort à la BBC dépasse ce qu'on en a déjà dit et écrit.

Signalons qu'avant ces incidents, Bukavu a frôlé le pillage au cours duquel un militaire a trouvé la mort. Le nouveau commandant de la 10ème circo, le colonel Opango qui avait pris deux jours plutôt la direction de son Etat-Major a maîtrisé la situation. 13 militaires et quelques civils dont une femme ont été condamnés par le conseil de guerre de garnison de Bukavu à des peines allant de 3 à 20 ans de SPP. Quelques acquittements ont été prononcés pour les élèves civils.

Profitant de la cérémonie de l'anniversaire de la gendarmerie, le colonel Opango a évoqué les causes et effets du pillage qui est le fait des soldats d'abord et des autorités militaires, civiles et religieuses sans oublier les commerçants et les politiciens qui incitent les soldats la nuit. Il a conclu son harangue en félicitant la population au Sud-Kivu qui a refusé de se compromettre dans le pillage.

Imata Raphaël Déwen

Pour avoir dilapidé 800 milliards de zaires Les gouverneur Kalumbo et vice-gouverneur Bamwisho suspendus

Le gouverneur Kalumbo Mbogho et du vice-gouverneur Bamwisho Mihia viennent d'être suspendus par l'arrêté n° 001/VPM/Route/1.AFF.C/93 du 23 juillet 1993 pour laxisme dans la répartition de 800 milliards de zaires reçus de la présidence de la république et destinés aux victimes des massacres survenus dans la région du Nord-Kivu. Aux termes de l'arrêté n° 002/VPM/1.AFF.C/93 de la même date, M. Moto Mupenda est nommé gouverneur intérimaire.

Selon M. Gasana Ndoli, professeur à l'ISP/Bukavu et l'un de deux représentants de la communauté tutsi dans la commission régionale de pacification instituée en date du 28 mai 1993 par le gouverneur du Nord-Kivu (arrêté n° 054), un don présidentiel de l'ordre de 800 milliards de zaires a été débloqué et réparti de la manière suivante : 200 milliards pour Masisi, 100 pour Walikale, 150 pour Beni, 150 pour Rutshuru et 50 pour Nyiragongo. Le reste de ce montant a servi à l'achat de 200 ballons de pagnes destinés aux mamans sinistrées.

Mais cette somme offerte selon les pratiques de la 2ème république n'est pas arrivée à destination et suscite bien des commentaires pour autant que le séjour présidentiel s'accompagne généralement des prodigalités qui font baver les forces de statu quo. Par opportunisme ou conviction. Des milliards auraient fait courir tout l'aéroport coutumier et la territoriale pour faire le plein du tarmac de l'aéroport international de Goma. Et chaque coutumier en serait sorti avec un véhicule tout terrain, en instance de livraison. Pré-campagne, dit-on. 200.000 déplacés et plus de 6 000

morts, tel est le bilan macabre des hostilités interethniques déchaînées le 20 mars 1993 dans la zone de Walikale, collectivité des Wanyanga, groupement Ulowa Uroba. Cette triste révélation a été rendue publique par les ONG de développement et d'aides humanitaires dans la deuxième quinzaine de juillet 1993.

Ces associations sont parvenues à réunir plus de 1.000.000 francs belges et divers dons en nature pour apporter une assistance humanitaire aux

premières victimes.

Ces prodigalités présidentielles ne sont donc qu'un message suggestif à une poignée des "mouvanciers" et ne créeront pas des tendances nouvelles. N'empêche que Kalumbo et son assistant, habitués à gérer le Nord-Kivu à la légère, doivent en faire les frais. Surtout que l'on pense que la Mouvance présidentielle veut "pistonner" l'actuel locataire de l'hôtel de ville des Goma mieux aguerri aux arcanes territoriales.

Requiem pour Masisi et Rutshuru

Les allumeurs des crimes massifs qui dévastent les zones de Masisi et de Rutshuru "se prélassent dans les meilleurs palais" de Kinshasa, de Goma et de Bukavu. Pendant ce temps, les Bahunde et les Banyarwanda, avec un siècle de convivance, s'entretuent bêtement. Déjà dans les cinq mille personnes massacrées, sans compter celles qui sont en train de mourir physiquement ou de chagrin. Nous y voici déjà depuis cinq mois. C'est long!

Le diable qui tire la grosse corde meurtrière de poudre à canon n'est ni muhunde ni munyarwanda de nos campagnes laborieuses. C'est un diable hors de nous. Mais pourquoi lui obéissons-nous, diable ? Réfléchissons un instant et, ensemble, demandons à Dieu Créateur pardon pour nos péchés d'action et d'omission. Le diable de la haine en sème en nous à tous vents.

Forts de cette sincérité d'esprit et de coeur, allons ensemble, nous les survivants, nous jeter dans les flammes dévorantes pour crier : "Assez ! Redevenez hommes. Re-croyez en Dieu qui nous dit vraiment : vous êtes tous frères, mes amis, mes enfants". En cela, le secours de nos voisins banande et bashi nous est indispensable. Aidez-nous à éteindre ce feu macabre que notre coeur vomit sur nous. Dites-nous que nous sommes frères s'il vous plaît !

Frédéric Rwamahina
Prêtre de Goma

Le PDSC/Sud-Kivu en guerre contre le Premier ministre de Mobutu

Dans les lignes qui suivent, le président provincial du PDSC/Sud-Kivu, M. Ferdinand Chimanuka Ntagaya Ngabo donne son point de vue sur la nouvelle plate-forme dénommée "Union sacrée renouvelée" et apprécie les quelque 3 mois de mandat de M. Faustin Birindwa à la Primature.

Comment appréciez-vous la nouvelle plate-forme dénommée "Union sacrée renouvelée" et comment évaluez-vous son implantation au Sud-Kivu ?

Chimanuka : La "création" de la nouvelle plate-forme dénommée Union sacrée renouvelée est un des fruits de la stratégie politique des tenants du pouvoir, stratégie qui consiste à "diviser pour régner". Cette plate-forme est née dans les mêmes conditions que la plate-forme de l'Union sacrée libérale. On ne parle presque plus et dont les objectifs ne sont pas différents de ceux de la Mouvance présidentielle. Pour nous, cette nouvelle plate-forme n'est qu'un pur produit de la Mouvance présidentielle dont on veut cacher la véritable étiquette en utilisant le terme "Union sacrée". Et cela, pour semer la confusion dans les esprits des personnes politiquement non averties. Comme pour la fameuse Union sacrée renouvelée, cette plate-forme ne fera pas long feu ! En conséquence, nous sommes convaincus qu'elle aura échoué à se manifester au Sud-Kivu. Que dites-vous de trois mois que M. Birindwa a déjà passés à la Primature ?

la parole de M. Faustin Birindwa qui a dit lui-même qu'il ne faut le juger que par les actes ! Le constat est là aujourd'hui ! Echec total. De deux axes considérés, par lui, comme prioritaires pour son "gouvernement", à savoir la sécurité des biens et des personnes et la relève de l'économie nationale, aucun n'a connu un regain positif ! Bien au contraire, la situation se détériore davantage. Les récentes tueries au Nord-Kivu suite aux rivalités ethnico-tribales, l'arrestation abusive de plusieurs personnes... sont autant

des faits qui entrent en contradiction avec les promesses faites par M. Birindwa. Le traumatisme créé à Bukavu dans la nuit du vendredi 25 juin dernier ne sécurise ni les citoyens de cette province ni leurs biens ! Sur le plan économique-social, c'est une véritable catastrophe : flambée des prix des biens de première nécessité et des produits pharmaceutiques, l'impaiement-et même plus grave encore le cumul dans l'impaiement - des salaires des fonctionnaires de l'Etat, une année scolaire blanche à Kinshasa etc... Le constat est vraiment amer ! A-t-il jugulé la crise ou l'a-t-il gérée ?

Propos recueillis par
Dieudonné Malekera

NECROLOGIE

La famille Mburugu a la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de son fils, frère et père Gervais Mburugu Rubango, survenu à la Formulac/Katana, le 21 juillet 1993 des suites d'une courte maladie.

L'inhumation a eu lieu le 22 juillet 1993 à Bukavu au Cimetière de la Brasserie après une messe d'adieu en l'église Saint Pierre Claver de Nguba.

La famille Mburugu remercie sincèrement ceux qui l'ont assistée lors du deuil.



Walungu / Kamanyola Le gangster Musara sous les verrous !

Les habitants de la cité de Kamanyola peuvent se tranquilliser après l'arrestation à Kamanyola d'un des grands voleurs à mains armées répondant aux noms de Musara Rudahindo alias Polosi. L'information nous vient du commissaire de zone alors titulaire à Walungu, M. Shweka Mutabazi II qui a été chaleureusement félicité par le gouverneur Kyembwa. Aux dernières nouvelles, il est muté à Uvira dont le titulaire a rejoint Walungu.

C'est un véritable coup de filet que de mettre la main sur un de grands voleurs à mains armées qui dressaient des embûches sur la route Nyangezi-Ngomo-Kamanyola et terrorisaient les voyageurs à destination ou en partance pour Uvira. En effet, l'opinion se rappellera que des nouvelles en provenance de Nyangezi, Ngomo, Cidodobo, Mugogo, Walungu, ne cessent d'évoquer les incidents malheureux qui se commettent sur ces tronçons : vols à mains armées, tracasseries policières à l'endroit des transporteurs et les voyageurs que l'on dévalisait systématiquement. Le commissaire de zone de

Walungu, en mission d'inspection à Kamanyola, a donc appréhendé l'un de grands bandits vivant dans cette partie de sa juridiction en la personne de Musara Rudahindo alias Polosi, de nationalité douteuse. Le prévenu Polosi a déjà été condamné par le Tribunal de Grande Instance à Uvira en vertu du jugement n° RP.5360 du 11 janvier 1991 et n'a jamais purgé sa peine. Il s'était évadé de la prison centrale d'Uvira pour revenir dans cette localité qu'il mettait à feu et à sac.

Pour le commissaire de zone Shweka, la tâche n'était pas facile surtout qu'elle a nécessité le concours des forces de l'ordre, des autorités judiciaires et des responsables de la cité de Kamanyola. Cependant, les recherches se poursuivent et Kamanyola ne recouvrera pas son calme total qu'après l'arrestation des "coéquipiers" du dangereux repris de justice Musara Rudahindo alias Polosi. Il s'agit de Minani Kachelewa, Nyakashi Movanesha, Kikwekwe, "Capable" et John, tous réputés voleurs à mains armées à Kamanyola.